

Article de l'AEF - 14 décembre 2012



Dépêche n° 176073 Claire-Hélène Bouzgarrou - Paris, vendredi 14 décembre 2012

« Les missions locales apportent des réponses potentiellement transférables à tous les publics en difficulté d'insertion » (J.-P. Gille)

« En 30 ans, le réseau s'est stabilisé, il s'est professionnalisé et structuré nationalement et régionalement. [...] Les missions locales ont fait leurs preuves. [...] Je crois sincèrement que le travail est perfectible mais que l'on apporte réellement des réponses sur les questions d'emploi et d'insertion des jeunes, potentiellement transférables à tous les publics en difficulté d'insertion professionnelle », affirme à l'AEF Jean-Patrick Gille, président de l'UNML (Union nationale des missions locales) et député (PS) d'Indre-et-Loire, à la veille de la manifestation nationale organisée à Lille les 17 et 18 décembre 2012 pour les 30 ans des missions locales. Il fait le point sur l'évolution du rôle du réseau et sur ses nouvelles missions avec la mise en place des emplois d'avenir et de la future « garantie jeunes » annoncée par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, lors de la conférence contre la pauvreté.

AEF : Les missions locales ont 30 ans. Comment voyez-vous leur évolution ? Leur identité a-t-elle changé ?

Jean-Patrick Gille : Les missions locales étaient prévues pour être éphémères mais malheureusement, puisque cela veut dire que la situation n'a pas été réglée, leur rôle est toujours d'actualité. Les deux axes structurants des missions locales sont restés les mêmes, à savoir l'approche globale du jeune : on accueille tout jeune avec comme objectif l'insertion professionnelle, en l'aidant pour cela à résoudre les problèmes de mobilité, l'accès aux soins, l'accès à un logement, etc. Le deuxième pilier, c'est l'approche territoriale. Et je pense que sur ces points-là le réseau peut apporter au-delà du public jeune.



En 30 ans, le réseau s'est stabilisé, il s'est professionnalisé et structuré nationalement et régionalement. L'ensemble du territoire est désormais maillé. Les missions locales ont fait leurs preuves. Si on a un peu perdu la dimension militante et associative qui existait au début, le modèle que l'on développe mérite en tout cas

d'être examiné avec intérêt. Selon nous, il peut être utile à d'autres publics qui sont confrontés à des difficultés d'insertion professionnelle. Je crois sincèrement que le travail est perfectible mais que l'on apporte réellement des réponses sur les questions d'emploi et d'insertion des jeunes, potentiellement transférables à tous les publics en difficulté d'insertion professionnelle. Il y a bien sûr des choses à améliorer, par exemple l'implication des élus locaux doit se renforcer. Ils ont parfois perdu de vue qu'il existe cet outil qu'ils peuvent investir largement pour être pleinement acteurs de l'insertion sur leur territoire.

Une évolution majeure que l'on peut noter : depuis 2005, et l'introduction du Civis, nous sommes davantage en contact direct avec les entreprises, alors qu'avant nous étions plus dans une médiation entre l'école et l'emploi. À présent, nous sommes vraiment dans un accompagnement du jeune vers et dans l'emploi, ce qui nécessite de bien connaître les entreprises. À cet égard, le Civis a été une petite révolution. Il est entré dans les mœurs et a prouvé son efficacité.

AEF : Avez-vous noté une évolution du public accueilli ?

Jean-Patrick Gille : Il y a deux évolutions récentes, je dirais depuis quelques années. D'abord, il n'y a jamais eu autant de jeunes demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés. C'est à eux que s'adresse le dispositif des emplois d'avenir. Il y a aussi un rajeunissement des personnes que l'on reçoit. Auparavant il y avait un délai de carence entre la sortie du système scolaire et la prise en charge par les missions locales. À présent, avec la montée en puissance de la problématique du décrochage scolaire, l'idée est de « récupérer » les décrocheurs le plus vite possible. Il faut aussi noter un processus de précarisation et de paupérisation des jeunes.

AEF : Dans le cadre de l'acte III de décentralisation, les cartes seront un peu redistribuées. Comment va s'articuler le rôle des missions locales par rapport aux autres acteurs des politiques de l'emploi, et notamment l'Etat ?

Jean-Patrick Gille : C'est un peu tôt pour en parler. On verra ce que dit le Premier ministre lors de la clôture de notre manifestation nationale organisée, avec la collaboration du CNML (Conseil national des missions locales), les 17 et 18 décembre prochains, à Lille. Pour nous, ce qui est important c'est de mettre en avant l'importance de l'approche territoriale. On peut mener des politiques de l'emploi basées sur un accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi et avec plus de lien avec le tissu local, ce qui est sans doute l'une des faiblesses de Pôle emploi. Il n'y a pas de concurrence entre les missions locales et Pôle emploi. Certains publics ont besoin de cet accompagnement renforcé et d'un accompagnement bien en phase avec l'environnement économique local. Les missions locales, en tant qu'associations locales présidées par un élu, sont par nature décentralisées.

Après, sur la question du pilotage, les régions ont sans doute vocation à jouer un nouveau rôle : leurs compétences sur le développement économique, l'apprentissage et l'appareil de formation vont sans doute être renforcées. Mais, a priori, les politiques de l'emploi ne vont pas

être décentralisées. Le rapport de l'IGF l'a bien dit il y a deux ans : les missions locales sont sur un territoire des structures intégratrices des politiques et des financements des diverses collectivités. Je pense qu'on fait bien ce travail. Le bénéficiaire n'a pas besoin de savoir dans le détail comment ça marche, l'important est qu'il ait en face de lui un conseiller capable de l'accompagner, de mobiliser les bonnes mesures et de lui donner les informations utiles au bon moment.

Une approche territoriale veut dire aussi qu'il doit y avoir une stratégie développée sur chaque territoire et nous revendiquons le fait que ce ne soit pas la même partout : ce n'est en effet pas la même chose d'être dans l'Essonne ou en Lozère. C'est important d'être en capacité de s'adapter aux territoires, à ses potentialités, à ses ressources et de faire en sorte qu'il y ait un projet de développement pour chaque territoire. C'est ça aussi la décentralisation : accepter qu'on ne soit pas tous uniformes, ni de simples opérateurs mais bien des acteurs locaux légitimes.

AEF : Donc pas question, comme certains le préconisent, d'intégrer les missions locales à Pôle emploi ?

Jean-Patrick Gille : L'intégration à Pôle emploi n'est pas à l'ordre du jour. On a, dans le cadre du « partenariat renforcé », totalement stabilisé nos relations avec Pôle emploi, notamment en termes d'accompagnement. Je suis prêt à dire : allons plus loin et faisons plus d'actions en commun sur les territoires. C'est d'ailleurs ce que nous sommes en train de faire sur les emplois d'avenir, même si ce sont les missions locales qui ont la responsabilité de l'accompagnement.

AEF : Qu'en est-il du financement des missions locales ?

Jean-Patrick Gille : Les missions locales se sont développées petit à petit, toujours plus ou moins en « bricolant ». L'engagement de l'État est de l'ordre de 200 millions d'euros, ce qui n'est pas énorme mais je ne cherche pas à m'enfermer dans l'éternel discours du manque de moyens. Heureusement, il y a aussi les

régions, les collectivités locales qui cotisent et souvent mettent à disposition des locaux. Il y a également les partenaires sociaux depuis l'ANI sur les jeunes de 2011 qui financent les missions locales à hauteur de 30 millions d'euros mais on attend de voir si cela sera reconduit. C'est grâce à ces aides que l'on arrive à maintenir notre offre de services et à nous développer, puisque l'aide de l'État est plafonnée depuis des années. C'est forcément fragilisant. Nous ne sommes pas là pour quémander de l'argent, mais nous sommes en train de faire la démonstration qu'un accompagnement professionnel et renforcé est gage de réussite.

AEF : Les missions locales ont obtenu une enveloppe supplémentaire de 25 millions d'euros pour faire face à la surcharge de travail due aux emplois d'avenir. Est-ce suffisant selon vous ?

Jean-Patrick Gille : Les emplois d'avenir sont dans une phase de démarrage, cela prend forcément du temps. L'enjeu est de trouver des employeurs, car les jeunes on les a. Il faut ensuite définir le poste en cohérence avec les parcours des jeunes, trouver un tuteur, financer le plan de formation. Et puis après, il y a la phase de l'accompagnement des jeunes. On sait faire, mais cela demande forcément un investissement supplémentaire des équipes. En plus, il s'agit là d'un accompagnement sur toute la durée du contrat : c'est une première. Il y a des crédits mis en place, il est prévu de subventionner les structures sur un an pour qu'elles mènent à bien cette mission. Nous verrons avec le ministère comment adapter les moyens et les financements.

J'ai conscience qu'il y a un peu de tension et d'interrogation de la part des équipes qui sont attachées à l'approche globale d'accompagnement des jeunes et qui ont besoin de reconnaissance. Elles peuvent avoir l'impression qu'on juxtapose les dispositifs et qu'il y a en a toujours de nouveaux. D'où parfois

le sentiment d'une perte de sens de leur travail. Mais je crois qu'il ne faut pas se décourager, il faut au contraire avoir confiance dans notre capacité à gérer les dispositifs sur un territoire en partant des jeunes. Je pense également pouvoir envoyer un message positif de reconnaissance. Nous sommes en train de revaloriser les carrières des personnels. Un accord sur les rémunérations a été trouvé et une démarche sur la classification est sur le point d'aboutir.

Nous constituons un dispositif de près de 11000 professionnels déployés sur l'ensemble du territoire national, en capacité d'accompagner plus de 1,3 million de jeunes touchés par la précarité et menacés de paupérisation. Le gouvernement a fait de la jeunesse et de l'emploi ses deux priorités, le réseau des missions locales est en ordre de marche pour faire reculer le chômage des jeunes, et comme le dit Bertrand Schwartz (1) "leur permettre d'oser se construire leur place dans la société."

AEF : Le Premier ministre a annoncé lors de la conférence contre la pauvreté la création d'une "garantie jeunes" pour 100 000 jeunes en grande difficulté d'insertion. Est-ce selon vous une bonne nouvelle ? Qu'est-ce que cela implique pour les missions locales ?

Jean-Patrick Gille : Sous réserve d'informations complémentaires il s'agit de créer une garantie de stabilité financière mensuelle à hauteur du RSA pour des jeunes s'engageant dans un parcours d'insertion professionnelle. Il faut préciser qu'une expérimentation initiée, à la suite du livre vert, est déjà en cours dans une soixantaine de missions locales, mais avec une allocation limitée à 300 euros. C'est l'ébauche d'une allocation d'insertion qui sera plus utile et plus efficace que le RSA jeune dans sa version actuelle qui ne concerne que 9 000 bénéficiaires. Les missions locales ont bien évidemment vocation à mettre en oeuvre un tel dispositif qui revient à déplaçonner l'allocation interstitielle du Civis.

(1) Bertrand Schwartz est l'auteur d'un rapport sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, qui lui avait été confié en 1981 par le Premier ministre Pierre Mauroy. Ce rapport a inspiré la création des missions locales.

Article de l'AEF - 14 décembre 2012

aef.info

Dépêche n° 175985 - Paris, vendredi 14 décembre 2012

30 ans des missions locales : regards croisés entre deux directrices et deux syndicalistes sur l'évolution et l'avenir du réseau

"Certes le taux de chômage et les difficultés augmentent, mais on s'aperçoit que lorsque l'on va chercher des niches d'emploi et des solutions alternatives, on trouve des choses", explique Evelyne Brunau, directrice de la mission locale de Strasbourg. Créé en 1982, le réseau des ML fête cette année ses 30 ans, présent sur l'ensemble du territoire, il poursuit aujourd'hui encore le même objectif : permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale. Si l'accompagnement est global dans les missions locales, "l'emploi, ou plutôt l'employabilité, reste toujours la finalité", remarque Marie Rondwasser, directrice de la ML de Touraine Côté Sud, l'insertion professionnelle étant un pilier de l'insertion sociale. Quelles comptent une centaine de salariés et accueillent environ 7 000 jeunes par an, comme la ML de Strasbourg, ou fonctionnent avec une équipe de sept personnes et reçoivent près de 600 jeunes, comme celle de Touraine Côté Sud, les ML "travaillent toutes différemment", poursuit Marie Rondwasser. Car nous remplissons une mission de service public en nous adaptant à notre environnement." À l'occasion de cet anniversaire, plusieurs acteurs des ML détaillent pour l'AEF les évolutions des pratiques du réseau.

Installée sur une zone de revitalisation rurale, la ML de Touraine Côté Sud conjugue l'insertion professionnelle et sociale des jeunes avec "un marquage fort sur le développement régional", explique sa directrice. "Ce maintien des jeunes sur un territoire auquel il sont attachés est assez

spécifique aux zones rurales." Si la ML de Touraine Côté Sud fait face à une réalité différente de celle connue par la mission de Strasbourg, leur directrices constatent toutes les deux une augmentation des jeunes mineurs décrocheurs du système scolaire et insistent sur l'importance de travailler main dans la main avec l'Éducation nationale.

" Avec 1,3 million de jeunes accueillis par an dans les 3 500 permanences et 1 500 antennes, les ML sont le plus grand réseau d'accueil de jeunes en France et jouissent d'un maillage territorial remarquable", explique Serge Papp, secrétaire général du Synami-CFDT. Pour lui, les missions sont "le principal point d'observation sur la jeunesse" et il déplore que l' "on ne leur demande jamais ce qu'elles pensent des jeunes, ce serait pourtant une contribution intéressante pour les décideurs ! "

« LES CPO SONT À LA FOIS LA PIRE ET LA MEILLEURE DES CHOSES »

Les ML sont de plus en plus reconnues, s'accordent à dire Serge Papp et Jean-Philippe Revel, représentant CGT ML-PAIO. "Cette reconnaissance institutionnelle est importante en termes de sérénité et de pérennité", explique le premier, avant de dénoncer la "logique de performance et de résultats" qui s'installe "au fur et à mesure que l'on devient prestataires de dispositifs et de services" et représente "une vraie chape de plomb".

"Les conventions pluriannuelles d'objectifs sont à la fois la pire et la meilleure des choses",

résume Jean-Philippe Revel. "C'est une bonne chose dans la mesure où cela assoit les ML dans le service public de l'emploi, mais elles entrent aussi ainsi dans la LOLF et sa logique de résultats, ce qui est plutôt contradictoire avec le métier même des ML", poursuit-il.

"Le but du jeu devient de trouver le nombre de jeunes pour remplir les dispositifs et les objectifs, s'agace Serge Papp. On perd le sens de notre métier, les jeunes deviennent des chiffres qui justifient nos budgets". Jean-Philippe Revel déplore "la pression subie par les salariés des ML", "au lieu de construire un projet associatif, les directeurs managent les équipes dans la pression".

"Il faut des objectifs, nuance Evelyne Brunau, directrice de la mission locale de Strasbourg. Mais cette obligation de résultats n'est pas assez réfléchie et discutée". "Les institutions ne prennent pas assez en compte les difficultés de mise en place : un jeune a besoin de tickets pour manger pendant sa journée de travail, d'essence pour se déplacer, de vêtements de sécurité pour décrocher un emploi... Sur cette question, chacun renvoie à la compétence de l'autre", poursuit-elle.

« ON RÉUSSIT QUAND ON TRAVAILLE AVEC L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES »

La directrice de la ML de Strasbourg note qu'il y a parfois un peu de "concurrence" dans les "relations avec Pôle emploi et les autres partenaires". Or "on réussit quand on travaille avec l'ensemble des partenaires", explique-t-elle. "C'est ce qui est essentiel et l'État et les régions ne regardent pas suffisamment ces éléments". La ML de Strasbourg a par exemple travaillé avec l'Afpa pour comprendre pourquoi les jeunes qu'elles accueillait n'accédaient pas

aux formations de l'organisme. "Nous avons travaillé sur les pré-requis nécessaires à l'entrée en formation. En 2011, 96 jeunes sont entrés à l'Afpa, en 2012, ils étaient 280, note la directrice. Il faut faire attention aux ruptures institutionnelles".

Le travail en partenariat est aussi mis en avant par Marie Rondwasser, dont la ML partage les mêmes locaux que Pôle emploi : "nous sommes proches humainement, pas seulement sur le papier" et "la mission est mieux repérée comme acteur de l'insertion". La directrice est à la tête d'une petite équipe et les effectifs sont similaires au sein de l'antenne de Pôle emploi. "La limitation du nombre d'interlocuteurs est pesante dans le sens où il faut être partout, mais on se connaît tous et on travaille ensemble depuis longtemps", explique-t-elle.

Serge Papp pousse la notion de partenariat plus loin en demandant que l'on revoie la place des jeunes dans les structures". "Ils sont nos alliés, pas nos sujets, explique-t-il. C'est une source d'énergie énorme sur le territoire".

LES MISSIONS LOCALES EN PREMIÈRE LIGNE POUR LES EMPLOIS D'AVENIR

À l'instar de Pôle emploi, les ML sont prescriptrices sur les emplois d'avenir. "C'est une mesure de plus, remarque Jean-Philippe Revel. Et c'est un peu moins bien que les emplois jeunes en termes de nombre de contrat et de durée [3 ans contre 5 pour les emplois jeunes]. Mais elle est ciblée sur un public intéressant.". "Une mesure, c'est une mesure, il faut voir ce qu'on en fait", conclut-il.

"Les emplois d'avenir sont souples, ils permettent de démultiplier les outils régionaux et de mobiliser les Opca", remarque de son côté Evelyne Brunau. "Ils vont nous permettre d'enrichir nos compétences, puisque nous allons devoir mettre

en place le volet formation, complète Maris Rondwasser. Cela s'apparente à de la GPEC. Il va falloir imaginer des outils de repérage des compétences et de suivi. Tout en se projetant pour anticiper la fin des trois ans, car notre responsabilité est aussi à l'issue de ces emplois d'avenir."

S'il reconnaît que "l'emploi représente 80 % de la demande brute des jeunes", phénomène normal puisque "l'emploi est la clé de voûte de l'insertion", Serge Papp est attaché à l'accompagnement global des ML, sur lequel l'emploi ne doit pas prendre le pas selon lui. "Le réseau reste sur ses fondamentaux, même si la dérive est très claire". "Nous misons beaucoup sur les élus locaux sur ce point, poursuit-il. Ils sont en charge du lien social et de la cohésion sociale, nous attendons d'eux qu'ils défendent cette position globale."

Au sein de la ML de Strasbourg, les équipes sont spécialisées : clauses d'insertion, orientation, alternance et recherche d'opportunités d'emploi. "C'est lié à l'évolution du réseau, analyse Serge Papp. Des structures plus grosses qui couvrent des territoires plus larges. Cela donne une structure interne très pyramidale et des salariés spécialisés. C'est dommage, car si l'accompagnement est global, il faut que la globalité soit aussi dans la structure. On mutualise davantage et on échange plus, ce qui permet d'être plus réactif et plus inventif."

À l'inverse, la ML de Touraine côté Sud "fait dans l'artisanat", explique sa directrice. Mais reconnaît que la mise en place des emplois d'avenir promet d'être "compliquée à gérer si on est à moyens constants".

AUGMENTER ET SANCTUARISER LES FINANCEMENTS

Les 30 ans des ML sont aussi l'occasion pour les syndicats de porter sur le devant de la scène un certain nombre de revendications. Ainsi, le Synami-CFDT demande "100 millions d'euros supplémentaires pour le réseau". "Des moyens qui permettraient de dégager de l'emploi", justifie le secrétaire général. "Il faut aussi augmenter les finances à la main des structures au lieu de les fléchir vers des dispositifs précis. Les ML doivent pouvoir les mettre là où il en a vraiment besoin, en fonction d'un territoire qu'elles connaissent."

"L'État a certes consolidé son financement, reconnaît le représentant CGT ML-PAIO. Mais les régions et les communes font ce qu'elles veulent. Il faut sanctuariser les financements." Il propose "une logique de convention entre l'État, les communes et des régions qui fixerait un seuil minimal " et considère que l'acte III de décentralisation représente "un risque pour les ML", si cela aboutit à des "différences dans les égalités de traitement sur le territoire".

(1) Depuis 2008, une convention pluriannuelle d'objectifs est signée entre l'État et chaque mission locale, elle permet la négociation d'objectifs, de moyens et de résultats, au regard d'un diagnostic partagé des besoins du territoire pour l'accès des jeunes à l'emploi.

Article de l'AFP - repris sur France 3.fr et l'Express

AFP - Publié le 16/12/2012



Avec plus d'un million de jeunes en quête d'insertion reçus chaque année, les missions locales ont réussi, en trente ans, à sortir de l'expérimentation pour devenir, "signe de reconnaissance", le bras armé du gouvernement dans la mise en oeuvre des emplois d'avenir.

Les 17 et 18 décembre, le réseau (450 agences, 11.000 salariés), qui se consacre depuis 1982 à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, célèbrera son anniversaire à Lille, en présence du Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Alors que Pôle emploi traverse une grave crise de légitimité, les "missions" bénéficient d'une certaine popularité, malgré l'inexorable montée du chômage (plus de 24% des moins de 25 ans).

Incontournables localement, ces structures inscrites dans le code du Travail en 2005 viennent de se voir confier, pour la première fois de leur histoire, la gestion de A à Z d'un outil de politique pour l'emploi.

Dans leur musette, les emplois d'avenir, ouverts depuis le 1^{er} novembre aux jeunes peu qualifiés et aux décrocheurs (140.000 chaque année), leur coeur de cible. Leur mission : recueillir les offres, au côté de Pôle emploi, puis assurer le suivi, un "réfèrent" accompagnant chaque jeune.

"Faire de la médiation et traiter les problèmes annexes à l'emploi, c'est leur métier et c'est la condition du succès du dispositif", expliquait-on fin octobre au ministère du Travail, en annonçant une rallonge de 30 millions d'euros en 2013, en plus des 180 millions de dotation annuelle de l'Etat.

Pour le député socialiste Jean-Patrick Gille, président de l'Union nationale des missions locales (UNML), ce sont notamment la philosophie d'accompagnement global (hébergement, transport, santé...) et l'ancrage territorial qui ont permis l'assise du réseau.

Emplois d'avenir: "on est loin des objectifs"

La reconnaissance n'était pourtant pas gagnée pour ces structures d'insertion un peu "ovni" dans le paysage français, et sans équivalent à l'étranger. Associations présidées par des élus locaux, "elles ne rentrent dans aucune case", souligne M. Gille, qui raconte "avoir dû expliquer à chaque nouveau ministre comment ça marchait".

Quand il a vu arriver, en 2010, l'Inspection générale des finances, chargée d'un audit, le député confie "y être allé en tremblant". "Je me suis dit: on est morts. Finalement, ils ont dit c'est vachement bien", se souvient le président de l'UNML. "Sans résoudre la question du chômage des jeunes, (le réseau) produit des résultats qui témoignent d'un réel potentiel, pour des coûts inférieurs à ceux des dispositifs comparables", soulignait le rapport.

Chez les syndicats de salariés, l'arrivée des emplois d'avenir est vécue comme "un signe de reconnaissance légitime". S'ils pointent le manque de moyens dans "un réseau qui tire la langue", c'est surtout la perspective d'une pénurie d'offres qui les alarme, alors que l'objectif pour 2013 est de 100.000 signatures.

"Les (rares) premières offres qu'on voit arriver concernent des profils Bac+2. Même si les employeurs enlèvent la mention du diplôme, ils demandent que le candidat sache accueillir le public, maîtrise Excel, parfois même soit bilingue", s'inquiète Jean-Philippe Revel (CGT), conseiller à Paris.

"Selon les premiers retours, on est loin des objectifs. Guère étonnant étant donné la faiblesse des finances publiques", ajoute Serge Papp (CFDT), qui souligne "une dégradation sociale et psychologique spectaculaire et un abattement général" chez ces jeunes.

"Il est important de ne pas faire trop d'effets d'annonce, car les dégâts sont terribles", prévient-il. Prudent, le ministère du Travail martèle s'attendre à une "lente montée en charge", disant "préférer le qualitatif au quantitatif".

Article de Nord Eclair

Michel Sapin à Lille pour les 30 ans des Missions locales
 Publié le 18/12/2012 - Par Nord Eclair



Elles accompagnent les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté dans leur insertion sur le marché du travail depuis trente ans. Pilier de la politique de l'emploi des jeunes du gouvernement, les Missions locales n'ont jamais autant joué leur rôle.

Retour aux sources pour les Missions locales qui, trente ans après avoir vu le jour à Lille, ont soufflé leurs bougies hier à Lille Grand palais en présence du président de l'agence du service civique, Martin Hirsch, du préfet de région Dominique Bur, du premier adjoint au maire de Lille, Pierre de Saintignon, de la maire de Lille, Martine Aubry et du ministre du travail, Michel Sapin. Créées en 1982 sous l'égide de Pierre Mauroy, le rôle des Missions locales reste inchangé : répondre aux besoins d'insertion des jeunes .



Michel Sapin, Martine Aubry et Jean-Patrick Gillehier à Lille Grand Palais, dans la ville qui a vu naître les Missions locales. Photo NE

"Hélas, nous avons plus que jamais besoin des Missions locales. Je dis hélas car la situation des jeunes s'est dégradée", déplore Michel Sapin. Le ministre en a en effet besoin pour mettre en oeuvre le déploiement des 150 000 emplois d'avenir entre 2012 et 2015. *"Nous faisons profondément confiance aux Missions locales pour que les emplois d'avenir soient un tremplin vers un parcours professionnel réussi",* ajoute Michel Sapin.

Message reçu par Jean-Patrick Gille, président de l'Union nationale des Missions locales :
"Nous pouvons être l'infanterie de cette mobilisation nationale pour les jeunes. "

De son côté, Martine Aubry se réjouit que *"le gouvernement ait choisi de confier l'interface de sa politique de lutte contre le chômage des jeunes aux Missions locales"* car, selon la maire de Lille l'approche globale des profils des jeunes est *"ce que Pôle emploi a du mal à faire faute de moyens."*

En attendant la venue du Premier ministre Jean-Marc Ayrault aujourd'hui, Michel Sapin a évoqué la mise en place de la "garantie jeune" , une allocation pour assurer des ressources aux jeunes en difficulté qui, en contrepartie devront s'engager dans un parcours d'insertion et accepter les emplois proposés.

Article de la Voix du Nord

M. Sapin : « La jeunesse a besoin de vous, les missions locales »

Publié le 18/12/2012 - Par La Voix Du Nord



Pas un hasard si les missions locales ont choisi le Grand Palais de Lille pour fêter hier et aujourd'hui leur trentième anniversaire. C'est en effet dans la capitale des Flandres que la première du nom est née, en 1982, suite au rapport Schwartz, commandé par Pierre Mauroy, Premier ministre.

Martine Aubry lui a rendu hommage, avant de lancer à l'assistance composée de représentants de ces missions : *"Faites de l'emploi des jeunes la priorité des priorités."* Le ministre du Travail, Michel Sapin, emboîtant en écho : *"La jeunesse a besoin de vous, les missions locales."*

Trois projets

Ces quatre cent cinquante structures disséminées dans toute la France emploient 11 000 salariés. Elles ont vocation à accompagner les jeunes de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion professionnelle : l'emploi, mais aussi la santé, le logement, la mobilité... Le nouveau gouvernement vient de leur confier un rôle clef dans trois de ses projets. Les emplois d'avenir, destinés aux jeunes peu ou pas qualifiés. À l'inquiétude de syndicats soulignant que, par manque d'offres de potentiels employeurs, l'objectif de cent mille contrats en 2013 était trop ambitieux, Michel Sapin a répondu qu'il pensait que ce serait atteint. Tout en soulignant qu'il ne souhaitait pas "faire du chiffre".



Michel Sapin et Martine Aubry étaient les invités de marque hier. Jean-Marc Ayrault est attendu aujourd'hui. PHOTO MAX ROSEREAU

Le ministre a aussi rappelé le rôle des missions locales dans les contrats de génération. Ainsi que dans le dispositif "garantie jeunes" de percevoir le RSA pendant un an dans le cadre d'un contrat CIVIS. Celui-ci existait déjà, mais l'allocation maximum était jusqu'alors de 1 800 euros par an. Objectif : 100 000 jeunes concernés chaque année. Attendu aujourd'hui, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, devrait lui aussi revenir sur ces trois mesures qui doivent normalement concerner assez rapidement près de 300 000 jeunes. Les missions locales en accueillent chaque année plus de 1,3 million, dont la moitié sans diplôme. □ L. D.

Article du Journal du dimanche

Politique | 18 décembre 2012 | Mise à jour le 19 décembre 2012


 Maintenant, c'est tous les jours dimanche

Ayrault en tournée lilloise

REPORTAGE - En l'absence de Martine Aubry, le Premier Ministre était à Lille pour défendre sa politique en faveur de l'emploi des jeunes.

"J'aime bien sortir, ça me fait du bien." Dans le train qui le ramène de Lille, Jean-Marc Ayrault fait cette confidence au JDD. Le Premier Ministre vient de participer aux trente ans des Missions locales, lui qui en présidait une à Nantes à leur création en 1982. Dans la salle de Lille Grand Palais, il a prononcé un discours, mais il a surtout fait le tour de quelques stands et s'est attardé avec des jeunes qui viennent de décrocher leur premier emploi d'avenir. Lundi, il était à Clermont-Ferrand pour rendre hommage aux soldats qui rentrent d'Afghanistan, vendredi, il sera dans la Drôme pour parler d'agriculture. Loin de l'enfer de Matignon, Jean-Marc Ayrault respire. Il papote avec des jeunes qu'il a déjà croisés à la mission locale de Juvisy dans l'Essonne. "Quand j'ai dit que les missions locales c'est bien, je n'exagère pas?" fait mine de s'interroger le Premier Ministre. "Non, c'est bien, j'ai trouvé l'emploi que je cherchais", répond une jeune fille.



Jean-Marc Ayrault à Lille Grand Palais. (MaxPPP)

Dans son discours, peu avant, Ayrault a annoncé que 1.200 emplois d'avenir ont été signés et qu'"à la fin de 2013, l'objectif était d'atteindre les 100.000". Avant de conclure son "message de solidarité et de fraternité à toute la jeunesse de France", le Premier ministre avait lancé "dans quelques années, la France sera le pays le plus peuplé d'Europe. La jeunesse n'est pas un problème, elle est une chance."

"Il faut faire reculer la précarité du travail"

Assis à côté de Valérie Fourneyron, sa ministre de la Jeunesse et des sports, Jean-Marc Ayrault se réjouit en revenant vers Paris : "La mobilisation en faveur de l'emploi des jeunes monte en puissance".

En face de son conseiller social, le Premier Ministre en dit plus au JDD sur les négociations entre les partenaires sociaux qui doivent se conclure avant la fin de l'année : "*Il faut les laisser faire. S'ils y arrivent, ça sera parfait*". Il ne veut pas faire de pronostics sur leur issue mais glisse : "C'est normal que ça se tende et que le patronat comprenne qu'il doit bouger. Il faut faire reculer la précarité du travail". Puis le chantre du pacte de compétitivité ajoute : "*Une instabilité sociale ne fait pas des travailleurs compétitifs*". La gare du Nord se signale, la vie à Matignon va reprendre son cours.

Jean-Marc Ayrault aurait été vraiment content si la presse avait retenu de son déplacement lillois son combat pour l'emploi des jeunes plutôt que sa phrase qualifiant le fichage des SDF nantais en 2006, révélé par Le Point.fr, d'"initiatives individuelles" auxquelles il a été "mis fin". Ce sera peut-être pour sa prochaine "sortie".

Cécile Amar, à Lille - Le Journal du Dimanche

Article du Journal de Localtis



Publié le mercredi 19 décembre 2012

Les missions locales, "acteurs-clés" des emplois d'avenir

Le Premier ministre a loué l'action des missions locales qui fêtaient leur trente ans à Lille, les 17 et 18 décembre. Il s'est dans le même temps montré opposé à une régionalisation de la politique de l'emploi.

Pour leurs trente ans, les missions locales ont reçu un hommage appuyé du Premier ministre. "C'est parce que nous avons confiance dans ce réseau des missions locales que mon gouvernement souhaite aujourd'hui lui donner toute sa place dans la politique pour la jeunesse", a déclaré Jean-Marc Ayrault, le 18 décembre, à Lille, où les missions locales fêtaient cet anniversaire. De fait, le réseau est "l'acteur-clé" du dispositif des emplois d'avenir. C'est même la première fois que les missions locales se voient confier l'entière gestion d'un tel dispositif, alors que Pôle emploi est en proie à des difficultés internes. Elles sont en effet chargées, au côté de l'opérateur, de recueillir les offres de ces emplois, et elles assureront le suivi des jeunes en désignant un référent pour chacun d'eux. De quoi faire oublier le mauvais souvenir laissé par les contrats d'autonomie. Ce contrat mis en place par le précédent gouvernement pour les jeunes de banlieue avait été largement confié au privé.



© AFP

Les emplois d'avenir sont entrés en vigueur le 1er novembre. Intervenant à Lille le 17 décembre, le ministre du Travail, Michel Sapin, a assuré que l'objectif des 100.000 emplois d'avenir en 2013 serait atteint. Selon Jean-Marc Ayrault, "plus de 1.200 contrats ont été signés" à ce jour. L'objectif du gouvernement est d'atteindre les 150.000 en 2014, essentiellement dans le secteur non marchand. Il devrait en coûter à l'Etat quelque 2,3 milliards d'euros l'an prochain et 3 milliards l'année suivante.

"Ces jeunes, allez les chercher !"

Alors que les emplois d'avenir visent des jeunes peu qualifiés ou des décrocheurs, le Premier ministre a appelé les missions locales à poursuivre leur action vers "ceux qui en ont le plus besoin" : "Ces jeunes, allons les chercher, allez les chercher !", leur a-t-il lancé. Les missions locales sont également invitées à travailler davantage avec les TPE "qui n'ont pas l'habitude de recourir au service public de l'emploi pour satisfaire leurs besoins de recrutement".

La confiance renouvelée dans les missions locales qui accueillent chaque année un million de jeunes, va se traduire par une rallonge budgétaire de 30 millions d'euros en 2013. Pourtant, le Premier ministre n'avait pas hésité à s'en prendre au Civis, le principal outil des missions locales pour l'insertion des jeunes, le 11 décembre, en marge de la conférence nationale sur la pauvreté. Un dispositif qui selon lui "ne marche pas" et qu'il faut "complètement reprendre", avait-il dit. Devant les missions locales, il s'est limité à rappeler la création en janvier 2013 de la "garantie jeunes". "Destinée aux jeunes les plus en difficulté, elle s'appuiera sur le Civis pour leur apporter un accompagnement intensif, des propositions adaptées de formation et d'emploi ainsi qu'une garantie financière équivalente au RSA", a-t-il précisé.

En louant l'action des missions locales, le Premier ministre a pris le risque de vexer les régions. Ces dernières ayant la compétence de la formation professionnelle – ce qui leur confère un rôle essentiel dans la réussite des emplois d'avenir –, elles auraient souhaité piloter le service public de l'emploi dans le cadre de la future loi de décentralisation. "Il faudra que les choses soient claires. Chacun aura son travail. L'Etat doit garder une partie essentielle de ses missions. C'est la politique de l'emploi", a tranché le chef du gouvernement. "Il n'est pas question qu'il y ait plusieurs politiques de l'emploi en France. Ce ne serait pas juste", a-t-il insisté.

Michel Tendil

Article de la Voix du Nord

Le premier ministre en mission (locale) pour dire sa confiance en la jeunesse.

Par Pierre-Laurent Flamen - Photo Edouard Bride - 19/12/2012




LA VOIX DU NORD
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2012

6 RÉGION

EMPLOI

Le Premier ministre en mission (locale) pour dire sa confiance en la jeunesse

Jean-Marc Ayrault à Lille, ça devient une habitude. Hier, le Premier ministre est venu fêter le trentième anniversaire des missions locales. Une ode à la jeunesse à peine perturbée par les révélations sur un fichage de SDF à Nantes, sa ville.

PAR PIERRE-LAURENT FLAMEN
region@lavoxdunord.fr
PHOTO EDOUARD BRIDE

– « Quand j'ai dit du bien des missions locales, j'ai exagéré ou pas ? »
– « Noooooooooooooon ! »
– « Ah bon ! »

Que serait un Premier ministre sans un bon sondage d'opinion ? Son discours prononcé, Jean-Marc Ayrault est allé à la rencontre de quelques jeunes filles. Lesquelles n'avaient visiblement pas prévu, dans leur programme, de contrarier une telle personnalité.

La meute des journalistes présente hier pour l'accueillir s'est posé moins de questions. En tête des préoccupations médiatiques : recueillir une réaction de Jean-Marc Ayrault sur le fichage des SDF à Nantes (lire aussi page 27).

« Pas d'affaire »

Pour résumer la pensée du Premier ministre, on retiendra cette citation (« Il n'y a pas d'affaire ») qui en a laissé plus d'un(e) sur sa faim.



Jean-Marc Ayrault veut, à court terme, créer 300 000 emplois pour les jeunes.

C'est que le chef du gouvernement n'était pas à Lille pour rebondir sur cette actualité brûlante. Plutôt pour causer des missions locales et des politiques mises en place pour atténuer le chômage des jeunes : « Ce que nous entreprenons aujourd'hui, c'est d'adresser un message de confiance à la jeunesse de notre pays. »

La première arme brandie par Jean-Marc Ayrault ? Les emplois d'ave-

« Aujourd'hui, plus de 1 200 contrats ont été signés par des jeunes en emplois d'avenir. »

nir, destinés aux jeunes pas ou peu qualifiés : « Aujourd'hui, plus de 1 200 contrats ont été signés par des jeunes en emplois d'avenir. C'est un beau résultat, un mois et

demi seulement après la promulgation de la loi. » L'objectif est d'en signer cent mille d'ici à la fin 2013. Quand on l'interroge sur le scepticisme des syndicats quant à la concrétisation des objectifs, le Premier ministre rassure : « C'est en bonne voie. »

Autre cheval de bataille (pour l'emploi) enfourché gaillardement par Jean-Marc Ayrault : le contrat de génération, encore en discussion à

l'Assemblée. « C'est un texte fondamental pour la solidarité car il traduit la volonté de créer un lien intergénérationnel par l'embauche des jeunes et le maintien dans l'emploi des seniors. » Là, il s'agit de mettre un peu d'huile dans les rouages de la transmission du savoir entre générations. Là encore, l'objectif est ambitieux (vertigineux diront certaines mauvaises langues) : 500 000 emplois d'ici à la fin du quinquennat.

Les missions locales (...) créées en 1982 alors qu'un certain Pierre Mauroy était Premier ministre.

Dernier argument « premier ministériel », la garantie jeunes. Là encore, l'objectif est fixé à 100 000. « Il s'agit de contrats de droits et de devoirs », indique Jean-Marc Ayrault. Les jeunes (très) éloignés de l'emploi visés par l'initiative se verront, en échange de certains engagements, assurés de toucher le RSA pendant un an.

Les interlocuteurs désignés pour appliquer ces décisions sur le terrain seront les missions locales. Lesquelles ont été créées en 1982 alors qu'un certain Pierre Mauroy était Premier ministre. Autant dire qu'à Lille, il n'était pas exagéré d'en dire du bien. ■



Quelques liens pour consulter des interviews sur internet

- Michel Sapin défend les Missions Locales à Lille par Lille TV
- Jean-Marc Ayrault défend les Missions Locales à Lille par Lille TV
- Europe 1 : Emplois d'avenir: l'objectif atteint en 2013 / Par Europe1.fr avec AFP

Retrouvez également des photos sur notre page internet

- Facebook

Merci à tous les participants, intervenants, partenaires et nombreux bénévoles de la Région Nord-Pas-de-Calais, ces deux jours ont été riches en échanges et en émotion(s).

